

diminution qu'il y a eue dans la population du pays. Qu'il me soit permis, M. l'Orateur, de citer quelques chiffres empruntés au recensement, et je prie les honorables députés de la droite de vouloir bien y prêter leur attention. Je prendrai les cinq provinces de l'est. Dans Ontario, durant les dix années, de 1871 à 1881, l'augmentation de la population a été de 16.06 pour 100 ; dans les dix années suivantes, elle est tombée à neuf et une fraction pour 100. A Québec, l'augmentation, durant les dix premières années, a été de 14 pour 100, et durant les dix dernières années, elle est tombée à neuf et une fraction pour 100. Dans la Nouvelle-Ecosse, l'augmentation durant les dix premières années a été de 13 pour 100, et durant les dix dernières années elle est tombée à deux et une fraction pour 100. Dans l'Île du Prince-Edouard, l'augmentation a été de 15 pour 100 durant les dix premières années, et elle est tombée à 1.01 pour 100 durant les dix dernières années. Au Nouveau-Brunswick, la province habitée par l'honorable député de Kent (M. McInerney), il n'y a eu aucune augmentation de population, durant les dix dernières années. Les chiffres sont effrayants. Ces chiffres ne sauraient être expliqués par une chicane sur la manière dont le recensement a été pris. Ces chiffres démontrent que tout l'accroissement naturel de la population a été balayé. Balayé ! Comment balayé ? — par quoi ? Nous n'avons eu connaissance d'aucune calamité comme celle de l'ancien temps lorsque l'Ange de la mort fut envoyé sur la terre d'Egypte pour y détruire tous les premiers-nés ; et, toutefois, le résultat est le même que si tous les enfants nés durant ces dix dernières années eussent été massacrés dans les bras de leurs mères.

- Mais je sais que les honorables membres de la droite disent que la politique nationale n'est pas responsable de cet état de choses, qu'il y avait de l'exode avant l'existence de la politique nationale, et que l'exode a continué de la même manière sous le régime de cette politique. Cette excuse offerte en faveur de la politique nationale, est l'accusation la plus forte, l'accusation la plus grave qui ait jamais été portée contre elle ; il est vrai qu'il y avait un exode avant l'existence de la politique nationale ; mais les honorables membres de la droite ont-ils oublié leur propre histoire ? Quel était le but de la politique nationale ? La politique nationale n'avait-elle pour but de faire cesser l'exode ? Les honorables membres de l'autre côté de la chambre ne se souviennent-ils plus de leurs discours d'il y a treize ou quatorze ans ? Ont-ils oublié l'évangile de leur propre politique, s'il est permis d'employer le mot "évangile" pour désigner leur politique ? Toutefois, pour qu'il n'y ait pas de malentendu sur ce point, qu'il me soit permis, encore une fois, d'attirer l'attention et la mémoire ingrate des honorables députés de l'autre côté de la chambre, sur une résolution qui est la base même de la politique nationale, une résolution proposée par sir John Macdonald, lorsqu'il était dans l'opposition et conçue comme suit :

Que cette chambre est d'avis que le bien-être du Canada exige l'adoption de la politique nationale qui, par un judicieux rajustement du tarif, favorisera et encouragera l'agriculture, les mines, les manufactures et autres intérêts du Canada. Qu'une telle politique retiendra au Canada des milliers de nos compatriotes qui sont présentement obligés de s'expatrier à la recherche d'une occupation qu'ils ne peuvent trouver au pays.

Tel est le fondement de la politique nationale, et à une date subséquente, dans un discours prononcé M. LAURIER.

à Parkdale, sir John Macdonald préconisait le principe exposé dans cette résolution. Il disait :

Nous ne souffrons pas seulement de la crise dans toute espèce de commerce et d'industrie, mais notre population quitte le pays pour aller chercher de l'emploi dans les moulins et les fabriques des États-Unis. N'est-ce pas une honte criante de voir, en dépit de la fertilité de notre sol, de notre climat sain, de notre population vigoureuse et instruite, que 500,000 Canadiens ont traversé la frontière, durant cette période, et sont allés demeurer aux États-Unis, parce qu'ils ne pouvaient trouver ici de l'emploi pour leur habileté, leurs aptitudes et leur esprit d'entreprise, et cela, par suite de la fausse politique de nos gouvernants.

Tel était le but de la politique nationale, et maintenant, nous en voyons les résultats. Le tout était d'arrêter l'exode, et la politique nationale a eu pour résultat d'augmenter cet exode de centaines de milliers de personnes. En présence d'un tel état de choses, quelle peut être la conclusion ? La conclusion doit être, pour tout homme qui réfléchit, que nous avons fait fausse route ; qu'il nous faut revenir sur nos pas, et que nous devons modifier un tarif qui a produit d'aussi pénibles résultats que ceux-là. Mais, M. l'Orateur, s'il fallait en croire les honorables membres de la droite, tout serait pour le mieux, au Canada, et ils se complaisent à représenter l'état actuel des affaires en termes enthousiastes. Le commerce a augmenté durant l'année dernière, à ce qu'il paraît, et il n'y a pas de limites à la joie que ce fait a produite chez les honorables députés de la droite. Oui, durant l'année dernière, nos importations ont réellement augmenté jusqu'au chiffre de \$127,000,000 ; c'est-à-dire que, durant l'année 1892, les importations au Canada n'ont pas atteint, tout à fait, mais s'en rapprochant beaucoup, le chiffre qu'elles avaient atteint en 1873 et 1874.

Nous revenons maintenant à la position que le Canada occupait, il y a vingt ans, en ce qui concerne les importations. Et cela est un sujet de réjouissance pour les honorables membres de la droite. Il n'y a qu'un instant, l'honorable député de Kent (M. McInerney) a exprimé sa satisfaction sur ce fait, mais il aurait dû savoir que cela est contraire à la politique nationale. La politique nationale n'a pas fait son devoir, car si elle eût fait son devoir, ainsi que la promesse en avait été donnée, il n'y aurait pas d'importations dans le pays. Nous manufacturerions toutes espèces de choses, en Canada ; nous ne dépendrions sous aucun rapport des États-Unis, non plus que de l'Angleterre ; au contraire, le Canada devrait se suffire à lui-même, comme une huître dans sa coquille. Malheureusement, M. l'Orateur, la politique nationale n'a pas fait son devoir. D'un autre côté, on nous dit que la politique nationale a développé, à un degré énorme, les manufactures du pays. Eh bien, si l'on prend les chiffres du recensement, nous verrons qu'elle a beaucoup fait, mais, quant à moi, je fais une grande différence entre certains rapports du recensement et certains autres rapports.

Faire le dénombrement de la population n'est pas chose difficile, car tout le monde peut exécuter ce travail ; mais établir le chiffre des capitaux placés et le nombre des manufactures qui existent, exige une grande imagination, et on en trouve beaucoup dans les bulletins de recensement qui ont été publiés. De tous les villages, villes et cités qui ont le plus progressé, d'après le recensement, le village de Caughnawaga vient, je crois, au premier rang. Ce village, ainsi que nous le savons tous, est habité par les débris des cinq nations